



PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS

Liberté
Égalité
Fraternité

Bureau des installations classées, de l'utilité publique et de l'environnement
Section installations classées pour la protection de l'environnement
DCPPAT – BICUPE – SIC – ID – 2025 – 157

original
Direction de la coordination
des politiques publiques
et de l'appui territorial

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

COMMUNES DE CAGNICOURT, HAUCOURT ET VILLERS-LES-CAGNICOURT

Société PARC EOLIEN DES QUINTEFEUILLES

Arrêté du 26 juin 2025 imposant des mesures d'urgence

Le préfet du Pas-de-Calais
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du mérite

Vu le code de l'environnement ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 9 avril 2025 portant nomination de M Laurent Touvet en qualité de préfet du Pas-de-Calais, à compter du 28 avril 2025 ;

Vu le décret du 09 mai 2023 portant nomination de M Christophe Marx en qualité de secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, sous-préfet d'Arras ;

Vu le décret du 25 août 2023 portant nomination de M François Flahaut en qualité de secrétaire général adjoint de la préfecture du Pas-de-Calais ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 2019 accordant l'autorisation environnementale à la Société PARC EOLIEN DES QUINTEFEUILLES, dont le siège social est situé 188 Rue Maurice Béjart, CS 57392, MONTPELLIER (34080), d'exploiter un parc de 11 aérogénérateurs à Cagnicourt, Haucourt et Villers-les-Cagnicourt (62) ;

Vu la lettre du 4 août 2021 prenant acte du changement de modèle d'éoliennes sur les 11 machines autorisées par l'arrêté précité ;

Vu l'arrêté n°2025-10-93 du 12 mai 2025 portant délégation de signature ;

Vu la déclaration d'incident du 25 avril 2025 transmise à l'inspection de l'environnement, chargée des installations classées pour la protection de l'environnement de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France (DREAL), faisant état de l'observation le 24 avril 2025 par la société VALECO d'un cadavre de Busard pâle (*Circus macrourus*) mâle à environ 15 mètres de l'éolienne HCA01-EOL3 du parc éolien des Quintefeuilles ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement, spécialité installations classées pour la protection de l'environnement du 11 juin 2025 établi à la suite de la visite d'inspection du 27 mai 2025 ;

Vu la lettre de transmission du 12 juin 2025 du rapport précité à la société Parc éolien des Quintefeuilles l'informant de la décision d'imposer des mesures d'urgence susceptible d'être prise à son encontre, afin qu'il puisse faire part de ses observations sur ce rapport dans un délai de 15 jours ;

Considérant ce qui suit :

- la présence connue dans le secteur d'implantation du parc de Busard pâle (*Circus macrourus*) ;
- le Busard pâle est nicheur en France depuis trop peu de temps pour pouvoir évaluer son statut de menace selon la méthodologie Union Internationale pour la Conservation de la Nature ;
- le seul couple de Busard pâle recensé en avril 2025 en France se situe aux abords du parc éolien de Quintefeuilles ;
- l'écologie du Busard pâle, à savoir notamment qu'il est monogame, territorial, fidèle à son territoire de nidification et reproducteur à l'âge de 3 ans ;
- les observations des années précédentes, confirment le succès de la reproduction du Busard pâle sur le secteur avec un envol de 4 jeunes fin juin 2020 ;
- les observations des années précédentes, confirment le succès de la reproduction du Busard pâle sur le secteur avec un envol de 4 jeunes fin juin 2023 ;
- les observations des années précédentes, confirment le succès de la reproduction du Busard pâle sur le secteur avec un envol de 4 jeunes en 2024 ;
- des individus de Busard pâle ont été observés dès le début du mois d'avril 2025 sur le secteur du parc éolien de Quintefeuilles, permettant de considérer que les cantonnements sont déjà effectifs à cette période ;
- le couple de Busard pâle était en période d'installation avec parades ;
- pour les années précédentes, la ponte a été estimée à mi-avril et l'éclosion mi-mai ;
- l'information faite par la société VALECO confirmée par l'exploitant mentionne un cadavre de Busard pâle trouvé le 24 avril 2025 ;
- la mort de l'individu de Busard pâle induit qu'il n'y aura probablement pas de reproduction cette année ;
- l'état de conservation de la population est fortement touché avec un échec de reproduction se répercutant sur les années à venir en France ;
- la seule femelle du Busard pâle est sans doute présente dans le secteur concerné ;
- il est nécessaire de prendre toutes les mesures adaptées pour protéger cette femelle de Busard pâle ;
- il convient donc, en application des dispositions de l'article L.512-20 du code de l'environnement, de prescrire en urgence la suspension d'activité pour la période diurne des machines E01 à E08 du parc éolien et la mise en œuvre de mesures d'évaluation et de gestion que rendent nécessaires la conséquence de cette mortalité ;
- l'urgence de la mise en œuvre des actions correctives est incompatible avec les délais de convocation et de tenue du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques et que ces dispositions peuvent de ce fait être prescrites par le préfet sans avis préalable de cette commission conformément aux dispositions de l'article L. 512-20 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais,

Arrête

Article 1^{er} : Objet

La Société PARC EOLIEN DES QUINTEFEUILLES dont le siège social est situé 188 Rue Maurice Béjart, CS 57392, MONTPELLIER (34080), est tenue de respecter les mesures d'urgence prévues par le présent arrêté pour l'exploitation du parc éolien situé sur le territoire de la commune de CAGNICOURT, HAUCOURT et VILLERS-LES-CAGNICOURT.

Le présent arrêté s'applique sans préjudice des arrêtés antérieurs.

Article 2 : Éoliennes concernées par les dispositions du présent arrêté

Les éoliennes concernées par le présent arrêté sont les 8 éoliennes numérotées E1, E2, E3, E4, E5, E6, E7 et E8.

Article 3 : Restriction d'activité

Dès notification du présent arrêté, les éoliennes mentionnées à l'article précédent sont mises à l'arrêt en période diurne.

Les conditions de dérogation à cette mise à l'arrêt pour cause de maintenance réglementaire sont définies à l'article 11 du présent arrêté.

Article 4 : Etat des lieux vis-à-vis de la présence éventuelle de busards pâles à proximité des éoliennes

Article 4.1. : Suite à la découverte d'un cadavre de busard pâle au pied de l'éolienne E3 le 24 avril 2025, l'exploitant est tenu de réaliser les observations nécessaires, en prenant l'attache d'une entité spécialisée dans l'observation des busards, afin de déterminer si un ou plusieurs spécimens de l'espèce « busard pâle » sont présents à proximité des éoliennes.

Article 4.2. : L'exploitant rend compte, sous un délai maximal de 10 jours à compter de la notification du présent arrêté, par courrier adressé au préfet du Pas-de-Calais, copie à l'inspection de l'environnement, des observations réalisées ou prévues, des moyens mis en œuvre ou prévus, des éventuelles investigations supplémentaires qui s'avéreraient nécessaires, et des premières indications quant à la présence ou non de busards pâles à proximité des éoliennes.

Article 5 : Observations au long cours sur la présence éventuelle de busards pâles à proximité des éoliennes

Article 5.1. : L'exploitant est tenu de prendre l'attache d'une entité spécialisée dans l'observation des busards afin de connaître, tout au long de l'année, la présence ou non de busards pâles à proximité des éoliennes.

Article 5.2. : Le début des observations démarre au moment de l'arrivée prévisionnelle des busards pâles sur zone, au printemps, et se termine au moment du départ des busards pâles de la zone, vers la fin de l'été. L'exploitant adapte la fréquence des observations de terrain ainsi que les modalités des observations en fonction des enjeux.

Article 5.3. : L'exploitant est tenu de prendre les dispositions nécessaires, afin que l'entité en charge de l'exploitation des éoliennes soit informée dans des délais raisonnables par l'entité spécialisée dans l'observation des busards, en cas de détection par celle-ci de la présence de busards pâles à proximité des éoliennes.

Article 5.4. : Afin de mettre en œuvre les dispositions mentionnées aux trois alinéas précédents, l'exploitant définit un protocole tenu à disposition de l'inspection de l'environnement.

Article 6 : Mise en place d'un bridage des éoliennes en vue de protéger les busards pâles

Si, en application de l'article 5, la présence du busard pâle est détectée à proximité des éoliennes, alors deux cas de figures se présentent :

- en période de cantonnement, les éoliennes sont arrêtées en période diurne,
- en période de nidification et jusqu'à émancipation des jeunes, les éoliennes situées dans un rayon de 500 mètres autour du nid de busard pâle sont arrêtées en période diurne.

Ce bridage s'arrête lorsque les observations mentionnées à l'article 5 indique l'absence de busard pâle à proximité des éoliennes.

Les conditions de dérogation à cette mise à l'arrêt pour cause de maintenance réglementaire sont définies à l'article 11 du présent arrêté.

Article 7 : Avis écologue

L'exploitant est tenu de fournir, sous un délai maximal d'un mois à compter de la notification du présent arrêté au préfet du Pas-de-Calais, et copie à l'inspection de l'environnement, l'avis d'un écologue sur les mesures pertinentes à prendre pour qu'aucun Busard pâle ne puisse être percuté mortellement par une pâle d'éolienne.

En particulier, l'avis portera sur le protocole d'observation proposé par l'exploitant en application de l'article 5 du présent arrêté et sur les mesures de bridage prescrites à l'article 6 du présent arrêté.

Article 8 : reprise d'activité

La reprise des activités qui ont été restreintes à l'article 3 du présent arrêté est subordonnée au respect des 3 conditions suivantes :

- 1- la transmission d'un document de l'exploitant faisant un état des lieux de la situation vis-à-vis de l'enjeu « busard pâle », en indiquant les observations réalisées, les moyens mis en œuvre et la conclusion quant à la présence ou non de busards pâles à proximité des éoliennes ;
- 2- la transmission d'un engagement de l'exploitant à mettre en œuvre les recommandations de l'écologue rendues dans son avis en application de l'article 7, et qui ne seraient pas incluses dans le bridage « busard pâle » défini à l'article 6 ;
- 3- le respect des prescriptions relatives au bridage « busard pâle » tel que défini à l'article 6 ;

Les documents mentionnés aux conditions 1 et 2 sont transmis par courrier au préfet du Pas-de-Calais, avec copie électronique à l'inspection de l'environnement.

Article 9 : Suivi environnemental

L'exploitant est tenu, pour l'année 2025, de réaliser un suivi environnemental conformément aux dispositions de l'article 12 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

Article 10 : Mesure de protections des nichées

Une protection des nichées de Busards, toutes espèces confondues, est mise en place afin de protéger les nids qui seraient repérés jusqu'à l'envol des jeunes lors de périodes de moisson.

Dans le cas où un nid est repéré, l'exploitant en informe l'agriculteur exploitant et lui suggère la mise en place d'un balisage afin de matérialiser un carré qui sera maintenu non-moissonné tant que l'envol des jeunes n'est pas effectif.

Plusieurs contrôles sont ensuite effectués pour surveiller sa bonne évolution jusqu'à l'envol.

Le résultat de ces mesures de protection fera l'objet d'un rapport qui sera tenu à disposition de l'inspection de l'environnement.

Article 11 : Dérogation à la mise à l'arrêt

Afin d'effectuer les maintenances et contrôles réglementaires périodiques, une remise en marche temporaire des machines est possible.

Cette remise en marche n'a pas pour but la production d'électricité mais uniquement de s'assurer du bon fonctionnement des machines après des interventions techniques sur celles-ci. Cette remise en marche doit être aussi limitée que possible dans le temps.

Avant de réaliser ces interventions, l'exploitant communique les plannings d'intervention par courrier au préfet du Pas-de-Calais, avec copie électronique à l'inspection de l'environnement.

Avant la réalisation des interventions techniques, l'exploitant met en place une observation afin de s'assurer que le Busard pâle ne soit pas à proximité des éoliennes.

Si la présence de Busard pâle est constatée, les interventions sont reportées à une date ultérieure.

Article 12 : Sanctions

Dans le cas où les dispositions du présent arrêté ne seraient pas satisfaites dans les délais fixés, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L.171-7 du code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 13 : Mesures de publicité

Une copie du présent arrêté sera affichée en mairies de Cagnicourt, Haucourt et Villers-les-Cagnicourt pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins de chacun des maires et transmis à la préfecture du Pas-de-Calais.

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Pas-de-Calais.

Article 14 : Délais et voies de recours

La présente décision peut être contestée auprès de la cour administrative d'appel de Douai compétente en premier et dernier ressort en application de l'article R 311-5 du code de justice administrative dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique télérecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr

Article 15 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais et le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Société PARC EOLIEN DES QUINTEFEUILLES et dont une copie sera transmise aux maires de Cagnicourt, Haucourt et Villers-les-Cagnicourt.

Pour le préfet,
le secrétaire général adjoint,

François Flahaut

Copies destinées à :

- Société PARC EOLIEN DES QUINTEFEUILLES
- les maires de Cagnicourt, Haucourt et Villers-les-Cagnicourt
- Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts de France (courriel)

